

**PACTE
INTERNATIONAL
RELATIF AUX
DROITS CIVILS
ET POLITIQUES**



CCPR

Distr.
GENERALE

CCPR/C/52/Add.4
24 avril 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'HOMME

DIVISION LINGUISTIQUE
SECTION DES REFERENCES
COPIE D'ARCHIVES
A RENDRE AU BUREAU E/5107

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 40 DU PACTE

Troisièmes rapports périodiques des Etats parties
devant être présentés en 1988

Additif

TCHECOSLOVAQUIE */

[17 janvier 1989]

*/ Pour le rapport initial présenté par le Gouvernement tchécoslovaque, voir CCPR/C/1/Add.12; pour l'examen de ce document par le Comité, voir CCPR/C/SR.64 à SR.66, ainsi que les Documents officiels de la trente-troisième session de l'Assemblée générale, Supplément No 40 (A/33/40), paragraphes 111 à 146. Pour le deuxième rapport périodique de la Tchécoslovaquie, voir CCPR/C/28/Add.7; pour l'examen de ce document par le Comité, voir CCPR/C/SR.679 à SR.683, ainsi que les Documents officiels de la quarante et unième session de l'Assemblée générale, Supplément No 40 (A/41/40), paragraphes 315 à 370.

GE.89-16120/8926n

1. Le présent rapport complète le rapport de la République socialiste tchécoslovaque concernant la mise en oeuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, présenté le 23 mars 1977, ainsi que le deuxième rapport périodique de la République socialiste tchécoslovaque sur la mise en oeuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, présenté le 22 juillet 1985.

2. Le présent rapport est présenté conformément à l'article 40 du Pacte et à la décision du Comité des droits de l'homme.

3. Aucune loi ni aucun règlement modifiant la mise en oeuvre des dispositions du Pacte n'a été adopté depuis l'envoi du précédent rapport, et les lois en vigueur dans ce domaine n'ont fait l'objet d'aucun amendement important.

4. Les Lois constitutionnelles concernant les droits couverts par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'ont fait l'objet d'aucun changement.

5. Il n'y a pas eu non plus de changement dans la législation pénale.

6. La législation civile n'a pas été modifiée.

7. La législation sociale a fait l'objet d'amendements visant à améliorer encore la protection de la famille, de la mère et de l'enfant par la société et à renforcer les garanties sociales offertes à la population. Une nouvelle loi sur la sécurité sociale a été adoptée (loi No 100/1988 (Recueil des lois)). Le congé payé de maternité est maintenant plus long, le nombre de personnes qui peuvent maintenant prétendre à une allocation quand elles prennent soin d'un enfant a augmenté, un employé qui s'occupe d'un membre malade de sa famille reçoit une allocation pendant une période plus longue, l'allocation de maternité a été augmentée, elle est versée pendant une période plus longue et le nombre des personnes qui peuvent y prétendre a également augmenté (loi No 51/1987 (Recueil des lois) portant modification de l'assurance maladie; loi No 50/1987 (Recueil des lois) portant modification de la loi sur l'allocation de maternité; décret No 56/1987 (Recueil des lois) portant modification du Décret No 130/1984 (Recueil des lois) relatif à l'application de la loi sur l'allocation de maternité; décret No 57/1987 (Recueil des lois) apportant d'autres modifications au décret No 128/1975 (Recueil des lois) relatif à l'application de la loi sur la sécurité sociale).

8. Les garanties sociales offertes aux personnes âgées ont été renforcées par la loi No 53/1987 (Recueil des lois) sur le relèvement de certaines pensions qui constituent une source unique de revenus.

9. La pratique judiciaire est restée inchangée en ce qui concerne les questions visées par le Pacte.

10. Le troisième rapport périodique complète et élargit les informations communiquées au Comité des droits de l'homme dans les précédents rapports.

* * *

11. Des changements importants se préparent actuellement en Tchécoslovaquie. Le 17ème Congrès du Parti communiste de Tchécoslovaquie a adopté une ligne de conduite qui vise à accélérer le développement économique et social de la société en procédant à une restructuration qui portera principalement sur les mécanismes économiques et visera à améliorer la démocratie socialiste. Cette restructuration apparaît inévitable du point de vue historique en tant que moyen d'ouvrir de nouvelles perspectives d'amélioration qualitative de la vie de la société. Il s'agit de faire régner la justice sociale et un humanisme authentique pour que les nations et les nationalités de Tchécoslovaquie apportent une contribution effective à l'histoire moderne.

12. Les progrès de la restructuration de la société sont étroitement liés aux progrès dans le domaine des droits de l'homme. Les mesures prises pour améliorer la démocratie et l'autogestion socialiste doivent permettre au peuple de Tchécoslovaquie de mieux exercer ses droits civils et politiques.

13. La restructuration d'ensemble de la machine économique permettra de renforcer encore les garanties socio-économiques des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que des droits civils et politiques, qui forment un tout indivisible.

14. Les progrès de la démocratie socialiste et l'amélioration des garanties socio-économiques de la mise en oeuvre des droits civils sont et continueront à être dûment pris en considération dans la législation tchécoslovaque.

15. Les travaux préparatoires ont déjà commencé en vue de la révision d'un grand nombre de dispositions juridiques très diverses. Bien que le processus ne soit pas achevé et n'en soit encore, dans certains cas, qu'au stade des propositions législatives, la République socialiste tchécoslovaque estime qu'il convient de fournir des renseignements à ce sujet, en application de l'article 5 c) des Directives concernant la forme et le contenu des rapports que les Etats parties présentent au Comité des droits de l'homme et à la communauté internationale conformément à l'article 40 du Pacte.

16. En application des décisions du 17ème Congrès du Parti communiste de Tchécoslovaquie, l'élaboration d'une nouvelle Constitution de la République socialiste tchécoslovaque a été entreprise. Il est souhaitable que la Constitution, qui est fondée sur le caractère fédéral de l'Etat, indique les changements fondamentaux liés à la restructuration pour que cette expression suprême de la démocratie socialiste, des libertés, droits et responsabilités des citoyens, de l'égalité des nations et nationalités de Tchécoslovaquie, corresponde à l'état de la société au seuil d'un nouveau millénaire. Il a été recommandé d'inclure dans le projet de Constitution actuellement en préparation les principes fondamentaux du droit international (coexistence pacifique, règlement pacifique des différends internationaux, interdiction du recours à la force, coopération des nations, etc.) et d'y réaffirmer que les crimes internationaux contre la paix et l'humanité sont passibles de sanctions en vertu du droit pénal tchécoslovaque.

17. Dans sa version révisée en cours d'élaboration, le droit pénal tchécoslovaque fera une place aux crimes contre la paix et l'humanité ainsi qu'aux crimes militaires, conformément aux dispositions des accords internationaux pertinents auxquels la République socialiste tchécoslovaque a adhéré. Dans l'intérêt d'une application cohérente du concept de

responsabilité pénale pour les crimes de caractère international, il convient de modifier au plan interne le domaine d'application du droit pénal en acceptant que le principe de la nationalité soit dissocié du domaine d'application du droit pénal et en élargissant le principe d'universalité ainsi qu'il est normal pour ce principe. Le but est de pouvoir poursuivre les crimes à caractère international sans se heurter à aucune restriction.

18. Il est très important d'améliorer l'action des responsables de l'application des lois, du Ministère public et des tribunaux, afin qu'ils participent systématiquement à la protection des intérêts des citoyens et de la société et qu'ils respectent strictement la légalité socialiste. On envisage actuellement d'autoriser tout citoyen à faire appel devant les tribunaux d'une décision administrative et c'est précisément ce à quoi tend l'abolition proposée de la loi No 150/1969 (Recueil des lois) relative aux délits mineurs et l'amendement de la loi No 60/1961 (Recueil des lois) sur les infractions correctionnelles. Des sanctions rigoureuses seront envisagées contre les fonctionnaires qui ont enfreint la loi dans leurs rapports avec les citoyens et qui leur ont causé des préjudices. Certaines des dispositions proposées seront examinées plus en détail dans les commentaires relatifs aux différents articles.

19. Le Code du travail révisé doit entrer en vigueur le 1er janvier 1989. Les principes dont s'inspire sa révision ont été soumis au public au début de 1988 pour qu'il en discute et ses observations ont été dûment prises en considération par les rédacteurs de la version révisée du Code.

Article premier

20. En politique extérieure, la République socialiste tchécoslovaque a toujours soutenu les nations qui luttent pour leur droit à l'autodétermination et elle continuera à le faire. C'est uniquement parce que de nombreuses nations de toutes les parties du monde ont exercé leur droit à l'autodétermination que la structure des relations internationales s'est modifiée et que la position des Etats qui s'emploient à favoriser le progrès social n'a cessé de se renforcer. L'histoire tout comme l'expérience amère des nations privées de ce droit fondamental montrent que, sans l'exercice du droit à l'autodétermination, il est impossible d'appliquer les autres droits de l'homme, qu'ils soient politiques, civils, économiques, sociaux ou culturels.

21. La Tchécoslovaquie commémore en 1988 trois anniversaires importants en rapport direct avec la mise en oeuvre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

22. La Tchécoslovaquie célèbre le 70ème anniversaire de la Fondation du premier Etat indépendant des Tchèques et des Slovaques dans l'histoire moderne.

23. Vingt ans se sont écoulés depuis l'adoption de la loi constitutionnelle relative à la Fédération tchécoslovaque, loi No 143/1968 (Recueil des lois).

24. Cinquante ans déjà ont passé depuis la signature de l'Accord honteux de Munich qui a entraîné une perte temporaire de liberté pour le jeune Etat tchécoslovaque.

25. Dans la Fédération tchécoslovaque, le droit des nations à l'autodétermination est garanti principalement par :

L'égalité de statut de la République socialiste tchèque et de la République socialiste slovaque au sein de la République socialiste tchécoslovaque et le respect mutuel de leur souveraineté;

L'existence d'organes de l'Etat indépendants les uns des autres et d'organes représentatifs de la République socialiste tchécoslovaque ainsi que de la République socialiste tchèque et de la République socialiste slovaque, à savoir l'Assemblée fédérale de la République socialiste tchécoslovaque, le Conseil national tchèque et le Conseil national slovaque;

L'égalité des droits civils et politiques sur tout le territoire de la République socialiste tchécoslovaque.

26. La Fédération tchécoslovaque repose sur un ensemble d'organes législatifs, exécutifs et judiciaires de la Fédération et des deux Républiques. Le deuxième chapitre de la Loi constitutionnelle No 143/1968 (Recueil des lois) sur la Fédération tchécoslovaque définit le partage des droits et des compétences entre la Fédération et les Républiques. La Fédération a la compétence exclusive dans les domaines les plus importants pour l'existence de l'Etat - politique extérieure, défense, questions monétaires, réserves de l'Etat, législation et administration fédérales dans le cadre de la juridiction fédérale, et protection de la constitutionnalité fédérale (art. 7).

27. L'article 8 indique les domaines de compétence conjointe de la Fédération et des deux Républiques. L'article 9 stipule que les questions qui ne relèvent pas expressément de la compétence de la Fédération sont de la compétence exclusive des deux Républiques.

28. L'Assemblée fédérale de la République socialiste tchécoslovaque est l'organe suprême de l'Etat. Elle se compose de deux chambres : La Chambre du peuple et la Chambre des Nations. La Chambre du peuple se compose de 200 députés élus dans toute la Tchécoslovaquie. La Chambre des Nations compte 150 députés, dont 75 sont élus dans la République socialiste tchèque et 75 dans la République socialiste slovaque. [Art. 29 et suivants de la Loi constitutionnelle concernant la Fédération tchécoslovaque No 143/1968 (Recueil des lois) sur la Fédération tchécoslovaque.]

29. La disposition de l'article 42 interdisant d'appliquer la règle de la majorité est une disposition importante qui garantit aux deux nations des droits égaux dans la prise de décisions concernant les questions majeures. Dans les cas prévus à cet égard par la loi, les membres de la Chambre des nations élus dans l'une et l'autre Républiques votent séparément. Pour qu'une décision soit prise, il faut qu'une majorité des membres élus dans chaque république votent pour, sauf dans les cas où une majorité qualifiée est requise. L'interdiction d'appliquer la règle de la majorité vaut, par exemple, pour les votes sur des projets de loi concernant la citoyenneté, les plans d'Etat de développement de l'économie nationale, les budgets, les impôts, les droits, les prix, les politiques d'investissement, les politiques sociales et salariales, etc., et surtout pour les votes relatifs aux déclarations du Gouvernement fédéral de Tchécoslovaquie sur la politique qu'il entend appliquer et les votes de confiance au gouvernement.

30. La composition du personnel des organes fédéraux de l'Etat correspond à la représentation des deux nations.

31. Les principes de la Fédération se reflètent pleinement dans l'appareil des ministères et autres organes centraux de l'Etat ainsi que dans les structures des organisations sociales actives à l'intérieur du Front national de la République socialiste tchécoslovaque.

32. Il ressort des vingt années d'expérience de la Fédération tchécoslovaque que ce système a contribué au renforcement de l'unité et des liens fraternels entre les nations tchèque et slovaque et les autres nationalités de notre Etat.

Article 2

33. Le principe de non-discrimination est un principe directeur du droit tchécoslovaque. Aux termes de l'article 20 de la Constitution, tous les citoyens "ont des droits égaux et des devoirs égaux" et "l'égalité en droit de tous les citoyens sans considération de nationalité ni de race est garantie".

34. Il n'existe en droit tchécoslovaque aucune discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, les opinions politiques ou autres et il n'existe pas non plus de discrimination fondée sur l'origine sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

35. Le Code pénal et les règles de procédure pénale tchécoslovaques n'admettent aucune dérogation à ce principe. Aux termes du paragraphe 2 de l'article 196 du Code pénal, adopté par la loi No 140/1961 (Recueil des lois) et modifié ultérieurement par la loi No 113/1973 (Recueil des lois) qui en contient le texte intégral, ci-après appelé "Code pénal", "quiconque use de violence contre un groupe d'habitants ou un particulier ou les menaces de mort, de blessures ou de dommages matériels d'une certaine ampleur à cause de leur nationalité, de leur race, de leur religion ou parce qu'ils sont sans confession est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 2 ans ou de mesures de rééducation". Aux termes de l'article 198 du Code pénal, "quiconque outrage en public et de façon scandaleuse les membres d'une nation ou d'une race sera passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an ou de mesures de rééducation".

36. Pour ces délits comme pour d'autres, toute personne en Tchécoslovaquie, même si elle est étrangère, peut porter plainte auprès de la police ou du ministère public qui, en vertu de l'article 158 de la loi No 141/1961 (Recueil des lois) relative aux règles de procédure pénale, qui a été modifiée ultérieurement et dont le texte intégral figure dans la loi No 148/1973 (Recueil des lois), ci-après appelée "Règles de procédure pénale", sont tenus de recevoir la plainte déposée et d'informer son auteur, dans un délai officiel d'un mois, des mesures qui auront été prises.

37. D'autre part, le droit tchécoslovaque garantit à toute personne contre qui des poursuites pénales ont été engagées ou à toute personne qui a besoin d'assistance judiciaire dans une affaire au civil, le droit de choisir un avocat (un conseiller juridique dans les affaires au civil) qui la représentera devant le tribunal. L'avocat est tenu de fournir une assistance judiciaire [art. 8, par. 1, de la loi No 118/1975 (Recueil des lois) sur les conseils juridiques]. Si l'intéressé, ressortissant tchécoslovaque ou

étranger, n'a pas les moyens de payer les services d'un conseil, l'assistance judiciaire lui est fournie gratuitement par un avocat pleinement qualifié (art. 11, par. 2, de la loi sur les conseils juridiques).

38. Le tribunal s'emploie, en coopération avec toutes les parties à la procédure, à établir la matérialité des faits (principe de la vérité objective) et à défendre sans restriction les droits civils et politiques du prévenu, qui est présumé innocent. Si le tribunal n'a pas conclu à la culpabilité du prévenu, celui-ci doit être considéré comme non coupable (art. 2, par. 2, des Règles de procédure pénale).

39. Les autorités qui participent à l'application de la procédure pénale s'emploient à déterminer l'exactitude des faits et fondent leur décision sur les faits dont la véracité est établie. Ils examinent avec le même soin les circonstances favorables et défavorables à l'inculpé et présentent les éléments de preuve en sa faveur ou contre lui sans attendre que les parties le demandent officiellement. Même si l'inculpé plaide coupable, les autorités qui participent à l'application de la procédure pénale ne sont pas dispensées de mettre en oeuvre tous les moyens disponibles pour examiner toutes les circonstances de l'affaire (art. 2, par. 5, des Règles de procédure pénale).

40. Il s'ensuit que les prescriptions des alinéas a), b), c) du paragraphe 3 de l'article 21 du Pacte sont observées aussi bien dans le cas des citoyens de la République socialiste tchécoslovaque que dans celui de toute autre personne présente dans le pays.

Article 3

41. L'égalité des droits politiques et civils des hommes et des femmes ressort clairement des dispositions du droit tchécoslovaque. Dans la pratique, cette égalité des droits se reflète dans la participation poussée des femmes à la vie civile et politique. Elles sont spécialement actives dans l'Union des femmes tchécoslovaques ou dans l'Union des femmes tchèques et l'Union des femmes slovaques, qui sont associées au Front national de la République socialiste tchécoslovaque.

42. Les instances législatives suprêmes comptent également des femmes parmi leurs membres. Aux dernières élections, le nombre et la proportion des élues dans ces instances étaient les suivants : 55 (29,5 %) à la Chambre du peuple de l'Assemblée fédérale, 44 (29,3 %) à la Chambre des nations de l'Assemblée fédérale, 55 (27,5 %) au Conseil national tchèque et 45 (30 %) au Conseil national slovaque.

43. Dans l'économie nationale, les femmes représentent 46 % de la population active. Une majorité écrasante d'entre elles travaille dans les services sociaux (87,5 %), la banque (75,4 %), les sciences, la recherche et le développement (37,6 %).

44. "A travail égal salaire égal" est un principe systématiquement appliqué en Tchécoslovaquie.

45. Le rôle des mères et leur physiologie sont pris en considération dans la législation tchécoslovaque, qui protège les femmes et leur donne même la préférence.

46. Les femmes usent de leur droit à l'enseignement gratuit. Pendant l'année scolaire 1986-1987, il y avait 62,2 % d'élèves du sexe féminin dans l'enseignement secondaire général, 62,9 % dans l'enseignement professionnel, 43,5 % dans l'enseignement supérieur et 63,7 % dans les universités traditionnelles.

47. L'Etat accorde des allocations spéciales aux familles avec enfants et aux mères célibataires. Le congé payé de maternité est en Tchécoslovaquie un des plus longs du monde; il est de 28 semaines et la mère reçoit 90 % de son salaire mensuel net. Les célibataires, les veuves, les mères divorcées et les femmes abandonnées pour d'autres raisons ont droit à 37 semaines d'allocations.

48. La période pendant laquelle est versée une allocation de maternité a été portée de deux à trois ans dans le cas des enfants nés après le 31 décembre 1987 et dont les mères ont à leur charge un autre enfant assujetti à la scolarité obligatoire ou un enfant de moins de 26 ans qui se prépare à sa future activité professionnelle ou qui est handicapé. L'allocation est de 600 couronnes tchécoslovaques par mois si la mère s'occupe d'un seul enfant et de 800 couronnes tchécoslovaques si elle a la charge de deux autres enfants. L'allocation versée à la naissance est de 2 000 couronnes tchécoslovaques.

Article 4

49. Le statut constitutionnel des citoyens reste inchangé quand l'état d'urgence est proclamé. Aucune disposition de la Constitution ou des lois constitutionnelles n'autorise un organisme de l'Etat à restreindre temporairement ou à suspendre les droits civils garantis par la Constitution et par les lois constitutionnelles. Dans l'exercice de leurs droits civils, les citoyens sont uniquement tenus de s'acquitter des devoirs qui leur incombent en vertu de la Constitution et des autres lois et ils doivent dans toutes leurs activités respecter les intérêts de l'Etat et de la société socialistes. Aucun organe de l'Etat tchécoslovaque ne peut proclamer l'état d'urgence, la loi martiale ou tout autre état d'exception qui entraînerait une restriction temporaire des droits énoncés dans le Pacte.

50. C'est seulement dans les cas visés par la Loi constitutionnelle relative au Conseil de défense de l'Etat [art. 12, par. 1, de la Loi constitutionnelle No 10/1969 (Recueil des lois)], c'est-à-dire dans les situations d'extrême urgence et dans la mesure où la défense de la République socialiste tchécoslovaque et les préparatifs à cette fin l'exigent, que les organes de l'Etat désignés dans une décision de l'Assemblée fédérale sont autorisés à faire appel à la coopération et à l'aide matérielle de tous les citoyens ainsi qu'à imposer des restrictions et des réquisitions. On ne peut envisager à cet égard une limitation des droits visés aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18 du Pacte. Les conditions dans lesquelles les citoyens sont appelés à remplir des devoirs spéciaux dans les situations susmentionnées et l'étendue de ces devoirs ne peuvent être fixées que par une décision de l'Assemblée fédérale.

51. Depuis 1945, aucun état d'urgence susceptible d'influer sur les obligations qui incombent à la République socialiste tchécoslovaque en vertu du Pacte n'a été proclamé sur le territoire tchécoslovaque.

Article 5

52. Comme il ressort des parties du rapport consacrées aux autres articles du Pacte, les lois tchécoslovaques et leur application en Tchécoslovaquie satisfont pleinement aux exigences du Pacte et vont même au-delà dans certains cas. C'est pourquoi il est hors de question qu'un droit ou une liberté reconnu par le Pacte puisse être supprimé sur la base d'une interprétation incorrecte de celui-ci. Une telle suppression, indépendamment du Pacte, constituerait une violation des lois internes de l'Etat, et dans beaucoup de cas, ainsi qu'il ressort des parties du rapport concernant d'autres articles du Pacte, elle aurait pour conséquence des actes sanctionnés par le Code pénal.

53. Depuis l'entrée en vigueur du Pacte, on n'a adopté en Tchécoslovaquie aucune disposition législative ou autre susceptible de restreindre ou de supprimer les droits de l'homme qui allaient au-delà de ce que prévoyait le Pacte au moment de son entrée en vigueur. Il est impensable qu'on en adopte à l'avenir car ce serait aller à l'encontre de la Constitution, qui prévoit l'élargissement et le renforcement des droits et des libertés des citoyens (art. 19, par. 1, de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque).

Article 6

54. Aussi bien dans sa politique intérieure que dans sa politique extérieure la République socialiste tchécoslovaque considère le droit à la vie comme fondamental et elle en assure la protection par tout un ensemble de textes législatifs (Constitution, Code pénal, loi relative à la protection de la paix, loi relative à la protection de la santé de la population, etc.).

55. Dans le système pénal tchécoslovaque, la peine de mort est une mesure extraordinaire, ainsi qu'il ressort très clairement du Code pénal et des Règles de procédure pénale. Les dispositions de ces lois ne se contentent pas de reprendre les normes fondamentales énoncées aux articles 6, 14 et 15 du Pacte, elles vont plus loin. La Constitution et les lois de la République socialiste tchécoslovaque, ne permettent pas que la peine de mort soit prononcée par décision arbitraire du juge ni à l'issue d'une procédure judiciaire sommaire (art. 30, par. 2, de la Constitution).

56. Aux termes du Code pénal, sont passibles de la peine de mort : les crimes de haute trahison (art. 91) les actes visant à désorganiser la République (art. 92, par. 2), le terrorisme (art. 93 et art. 94, par. 3), les activités de sape (art. 95, par. 2, et art. 96, par. 2), le sabotage (art. 97, par. 3), l'espionnage (art. 105, par. 3 et art. 108), la trahison en temps de guerre (art. 114), l'atteinte à la sécurité collective (art. 179, par. 3), l'atteinte à la sécurité d'un aéronef (art. 180, alinéa a) du paragraphe 2), le détournement d'un aéronef vers l'étranger (art. 180, alinéa c) du paragraphe 2), le meurtre (art. 219), le génocide (art. 259), l'emploi d'un moyen de combat prohibé (art. 262, par. 2), les actes de cruauté commis en temps de guerre (art. 263, par. 3), le pillage commis sur le théâtre des opérations militaires (art. 264), certains crimes commis par des militaires alors que le pays se trouve sur le pied de guerre ou au cours des combats. La peine capitale ne peut être infligée que pour les crimes énumérés et dans les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 29 du Code pénal. Le Code pénal prévoit 32 types de cas dans lesquels la peine de mort peut être

infligée et il stipule que la peine de mort ne peut être prononcée que si le crime fait peser sur la société un danger exceptionnellement grave en raison de la façon particulièrement ignoble dont il a été commis ou des motifs particulièrement vils qui l'ont inspiré ou de ses conséquences particulièrement lourdes et difficiles à corriger, et a) si la peine de mort est nécessaire à la protection effective de la société ou b) s'il n'y a aucun espoir de réformer le criminel en le condamnant à une peine d'emprisonnement pouvant atteindre 15 ans.

57. Au lieu de la peine capitale, le tribunal peut prononcer une peine d'emprisonnement allant de 15 à 25 ans s'il considère qu'elle constitue un châtiment suffisant (art. 29, par. 3, du Code pénal). La peine capitale ne peut être prononcée pour des crimes commis par des personnes de moins de 18 ans (art. 29, par. 4, du Code pénal); elle ne peut pas non plus être prononcée ni exécutée contre les femmes enceintes (art. 29, par. 4, du Code pénal et art. 318, par. 2, des Règles de procédure pénale).

58. Toute condamnation définitive à la peine capitale doit obligatoirement être réexaminée par la Cour suprême de la République socialiste tchécoslovaque, qui est l'instance judiciaire la plus haute de la Fédération tchécoslovaque (art. 316 des Règles de procédure pénale). Si la condamnation à mort est maintenue après ce réexamen, l'affaire est obligatoirement soumise au Président de la République socialiste tchécoslovaque qui décide s'il y a lieu ou non d'accorder la grâce. La sentence définitive ne peut être exécutée que si elle a été maintenue après examen par la Cour suprême de la République socialiste tchécoslovaque et lorsque le tribunal s'est assuré que la grâce n'a pas été accordée, qu'aucun pourvoi n'a été déposé et, s'il y a eu pourvoi, que celui-ci a été définitivement rejeté (art. des Règles de procédure pénale).

59. Dans les cas passibles de la peine capitale, la défense doit obligatoirement être assurée par un avocat (art. 36, par. 3, des Règles de procédure pénale) et comme dans les autres procès, il est interdit d'utiliser des éléments de preuve obtenus d'une manière non conforme à la loi (art. 91 des Règles de procédure pénale).

60. Dans l'évolution du droit et de la pratique judiciaire en Tchécoslovaquie, la tendance est à limiter l'application de la peine capitale à des crimes exceptionnels et extrêmement graves. Il est naturel que la collectivité réagisse fortement à des crimes extrêmement graves (par exemple des meurtres brutaux). Dans ces cas, la procédure se déroule toujours publiquement et le public est informé comme il convient de la décision du tribunal par les médias.

61. La peine capitale ne peut être prononcée qu'à l'issue d'un procès, par des tribunaux élus et indépendants. Le système judiciaire de la République socialiste tchécoslovaque comporte des tribunaux militaires qui jugent les crimes commis par les membres des forces armées et les forces de sécurité, les prisonniers de guerre et d'autres personnes stipulées par la loi. Quand le pays est sur le pied de guerre, le système comporte également des tribunaux de campagne, juridictions de première instance et d'appel. Tous ces tribunaux se conforment aux règles mentionnées ci-dessus.

62. Ce qui précède montre que la législation tchécoslovaque indique clairement selon quels principes et dans quelles conditions il est possible de prononcer une peine capitale et de l'exécuter. En 1986, trois condamnations à mort ont été prononcées dans la République socialiste tchécoslovaque (une en République socialiste tchèque et deux en République socialiste slovaque); en 1987, trois condamnations à mort ont été prononcées (une en RS tchèque et deux en RS slovaque). Trois de ces condamnations à la peine capitale ont été exécutées.

63. Les amendements apportés au Code pénal devraient préciser encore les dispositions concernant les châtiments extraordinaires, c'est-à-dire les peines d'emprisonnement allant de 15 à 25 ans et la peine capitale. La peine capitale ne devrait être applicable que dans les cas où le danger encouru par la Société est extrêmement grave parce que la façon dont le crime a été commis ou les motifs qui l'ont inspiré sont particulièrement odieux ou parce que ses conséquences sont particulièrement graves et difficiles à réparer ou lorsque le coupable risque de récidiver et que sa condamnation est nécessaire pour la protection effective de la communauté et qu'il n'y a aucun espoir de le réformer en le condamnant à une peine de prison. Il sera encore possible de prononcer une peine extraordinaire (peine capitale ou peine de prison pouvant atteindre 25 ans) mais uniquement dans le cas de crimes pour lesquels la Partie spéciale du Code pénal l'autorise expressément.

Article 7

64. L'article 30 de la Constitution garantit l'intangibilité de la personne et garantit que toute action judiciaire intentée contre une personne doit être conforme à la loi. Les droits et devoirs des autorités chargées des procédures pénales sont stipulés de façon précise et suffisamment détaillée dans les lois pertinentes [loi No 40/1974 (Recueil des lois) relative aux forces de sécurité de l'Etat et loi No 59/1965 (Recueil des lois) relative à l'exécution des peines d'emprisonnement, modifiée par des règlements ultérieurs et dont le texte intégral figure dans la loi No 84/1969 (Recueil de lois)] et autres règlements. Les fonctionnaires - et notamment les fonctionnaires participant à la procédure pénale - qui ne respectent pas leurs obligations sont passibles de sanctions pénales, et l'article 158 du Code pénal garantit la protection de la loi contre la torture et les traitements et châtiments inhumains et dégradants en spécifiant que l'abus d'autorité de la part des agents publics constitue un délit.

65. La protection de l'inculpé est garantie à cet égard par le paragraphe 1 de l'article 91 des Règles de procédure pénale, qui stipule qu'il ne faut pas chercher à obtenir de lui une déclaration ou des aveux en le soumettant à une forme ou une autre de coercition et que sa personnalité doit être respectée durant les interrogatoires.

66. La République socialiste tchécoslovaque s'est prononcée sans réserve en faveur du respect des droits de l'homme et des libertés énoncés à l'article 7 du Pacte et elle a fait connaître son intention de coopérer en ce sens au plan international en ratifiant la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

67. La ratification de la Convention contre la torture se traduira par de nouvelles améliorations et de nouvelles précisions apportées aux dispositions de l'article 91 des Règles de procédure pénale.

68. Nul ne peut être soumis sans son libre consentement à des expériences médicales ou scientifiques, c'est ce qui découle du paragraphe 2 de l'article 23 de la loi No 20/1966 sur la santé publique. Les examens et traitements médicaux ne peuvent être pratiqués qu'avec l'accord du malade ou lorsqu'il y a lieu de penser que cet accord existe. Si le malade refuse de recevoir les soins nécessaires après avoir reçu des explications détaillées, le médecin exigera qu'il signifie son refus par écrit. Une expérience médicale ou scientifique effectuée sans autorisation constitue un acte criminel.

69. Les prélèvements de sang, de tissus ou d'organes sur une personne vivante ne peuvent se faire qu'avec l'accord du donneur et à condition que sa santé n'en soit pas compromise. Les donneurs ont droit à des soins de santé intensifs (art. 26, par. 2).

70. La stérilisation ne peut être pratiquée qu'avec le consentement de la personne intéressée ou à sa demande (art. 27).

71. Des tissus et des organes peuvent être prélevés sur les cadavres à des fins médicales et scientifiques et de recherche. Leur prélèvement est interdit si la personne décédée a refusé de donner son accord par écrit quand elle était vivante [art. 8 du décret No 19/1988 du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque (Recueil des lois) relatif à la procédure à appliquer en cas de décès et d'inhumation et décret No 46/1985 du Ministère de la santé de la République socialiste slovaque (Recueil des lois) relatif à la procédure à appliquer en cas de décès et d'inhumation].

Article 8

72. L'esclavage n'existe plus sur le territoire actuel de la République socialiste tchécoslovaque depuis plus de mille ans. Les articles 232 et 233 du Code pénal assurent la protection de la loi contre les délits de séquestration et d'enlèvement à l'étranger. Ces deux délits sont passibles de trois à huit années d'emprisonnement. La séquestration est un délit très rare (article 232 du Code pénal). En outre, la République socialiste tchécoslovaque est partie à quatre conventions internationales relatives à toutes les formes d'esclavage et de traite des esclaves :

- a) Convention internationale relative à la répression de la traite des Blanches (Paris, 4 mai 1910);
- b) Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures (Genève, 11 octobre 1933) complétée par un protocole signé le 12 décembre 1947 à Lake Success, New York;
- c) Convention relative à l'esclavage (Genève, 25 septembre 1926) et Protocole du 7 décembre 1953;
- d) Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants (Berne, 30 septembre 1921).

Le servage a été aboli en Bohême et en Moravie en 1781 et en Slovaquie en 1785.

73. Les lois de la République socialiste tchécoslovaque ignorent le travail forcé en tant qu'institution ou que châtiment. La loi No 59/1965 (Recueil des lois) relative à l'exécution des peines d'emprisonnement comporte une section spéciale consacrée à la rééducation des condamnés par le travail, conçu comme un instrument spécifique de réadaptation (art. 25 à 29). La méthode dont il s'agit vise à créer et renforcer chez les condamnés une relation consciente avec le travail. Conformément à cet objectif, les condamnés travaillent dans diverses organisations ou dans des établissements de redressement où des tâches leur sont assignées en fonction de leur situation et de leurs compétences. Les horaires de travail et les conditions de rémunération sont en principe les mêmes pour eux que pour les autres travailleurs. Les condamnés peuvent participer à la recherche de solutions aux problèmes que posent la sécurité et la protection de la santé au travail.

74. Selon la section III et l'article 27 (par. 2) du Code du travail [loi No 65/1965 (Recueil des lois) modifiée par des dispositions ultérieures], l'emploi est établi par un contrat passé entre l'employeur et l'employé, c'est-à-dire par un accord entre les parties au contrat qui, pour être valable, doit être exprimé librement, avec sérieux et en termes précis et compréhensibles (art. 240 et 242 du Code du travail). Un employé peut rompre la relation juridique découlant d'un contrat d'emploi, même sans l'accord de son employeur, en lui en donnant avis préalable, mais sans être tenu de lui en donner les raisons, ou sans avis préalable (art. 51 à 54; 58; 70, par. 3; 223, par. 2; 224, et 237, par. 2, du Code du travail). Ainsi, personne ne peut être contraint d'exécuter un travail forcé ou obligatoire.

Article 9

75. Le principe de l'intangibilité de la personne est inscrit dans la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque. L'article 30 de la Constitution précise, et ces dispositions sont conformes à celles du paragraphe 1 de l'article 9 du Pacte, que :

a) Nul ne peut être poursuivi pour des raisons et selon une procédure autres que celles prévues par la loi;

b) Nul ne peut être mis en détention, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et en vertu d'une décision du tribunal ou du procureur.

76. Les règles constitutionnelles ci-dessus sont développées dans les principes fondamentaux de la législation pénale (art. 2, par. 1, des Règles de procédure pénale). Le prévenu ne peut être mis en détention que dans des cas explicitement stipulés (art. 67 des Règles de procédure pénale) et uniquement sur une décision du tribunal et durant la période précédant l'ouverture du procès, sur décision du procureur (art. 68 des Règles de procédure pénale).

77. Le droit tchécoslovaque prévoit, outre la détention préventive, deux formes spécifiques de restriction de la liberté individuelle des citoyens. Ce sont, d'une part, la garde à vue en application des articles 75 et 76 des Règles de procédure pénale et, d'autre part, l'arrestation en application des dispositions de l'article 23 relative aux forces de sécurité de l'Etat [loi No 40/1974, (Recueil de lois)]. La garde à vue et l'arrestation sont des mesures strictement limitées dans le temps.

78. L'amendement qu'il est proposé d'apporter aux Règles de procédure pénale conformément au Pacte précise en outre les conditions dans lesquelles la détention préventive est autorisée. Aux termes de cet amendement, la détention préventive est autorisée dans le cas d'un délit pour lequel la peine prévue par le Code pénal est de cinq années d'emprisonnement au moins ou pour lequel la peine capitale peut être prononcée, si la détention préventive est nécessaire aux fins de la procédure pénale. En revanche, le prévenu ne doit pas être mis en détention préventive s'il se trouve dans une situation personnelle exceptionnelle et si la nature de l'affaire justifie qu'on ne l'y mette pas.

79. Le droit tchécoslovaque repose sur le principe selon lequel seule une personne qui a été inculpée (art. 163) ou informée des charges portées contre elle peut être mise en détention préventive. La législation tchécoslovaque prévoit deux types d'arrestation sans accusation préalable, à savoir la garde à vue et l'arrestation déjà mentionnées. La garde à vue est envisagée lorsqu'il y a lieu de recourir à la détention (art. 67 des Règles de procédure pénale) et qu'il est impossible d'obtenir une décision d'un procureur en raison de l'urgence de l'affaire. Les membres des forces de sécurité de l'Etat sont autorisés à arrêter, dans l'exercice de leurs responsabilités, toute personne dont la conduite constitue une atteinte à l'ordre public. La garde à vue et l'arrestation ne doivent pas durer plus de 48 heures. Après ce laps de temps, l'intéressé doit être relaxé ou placé en détention sur décision du procureur. Le procureur peut prolonger la garde à vue pendant une nouvelle période de 48 heures.

80. La détention préventive ne peut dépasser deux mois et seul le procureur général peut la prolonger (art. 71 des Règles de procédure pénale). La durée moyenne de la détention préventive dans les affaires pénales a été de 2,08 mois en 1986. Toutes les autorités qui participent à la procédure pénale conformément à la loi doivent examiner à tous les stades de cette procédure si les raisons de la détention restent valables. Dans la négative, l'accusé doit être remis en liberté. L'accusé a aussi le droit de demander sa mise en liberté à tout moment (art. 72 et 74 des Règles de procédure pénale).

81. Dans certains cas, l'accusé peut être remis en liberté s'il s'engage par écrit à se présenter devant le tribunal ou devant le procureur ou le juge d'instruction au reçu d'une citation à comparaître ou si une organisation sociale se porte garant pour lui (art. 73 des Règles de procédure pénale).

82. La pratique judiciaire concourt également à la mise en oeuvre des dispositions de l'article 9 du Pacte en réduisant la durée des poursuites dans les affaires pénales.

83. En 1987, 216 135 personnes ont été l'objet de poursuites en République socialiste tchécoslovaque. Sur ce nombre, 128 132 personnes ont été jugées par un tribunal et 120 111 ont été condamnées. Sur le nombre total de personnes condamnées, 36 962 personnes, soit 30,7 %, ont été condamnées à des peines de prison ferme.

Article 10

84. Conformément à l'article 10 du Pacte, le Code pénal stipule expressément que l'exécution des peines privatives de liberté ne doit pas porter atteinte à la dignité humaine. Ce principe est réaffirmé à l'article premier de la loi No 59/1965 (Recueil de lois) relative à l'exécution des peines de prison et il est à la base de cette loi. Il s'agit donc d'un principe qui est appliqué dans la pratique. Pendant l'exécution d'une peine de prison, les droits civils du condamné ne sont limités que pour autant que leur exercice serait en contradiction avec l'objet de la peine qui le frappe. Le condamné peut recevoir des visites des membres de sa famille et leur écrire dans les conditions en vigueur pour le groupe pénitentiaire dans lequel il purge sa peine. Il peut lire des livres et s'abonner à des quotidiens et autres publications et il peut recevoir des paquets contenant des aliments et d'autres objets personnels dans les conditions en vigueur pour le groupe pénitentiaire dans lequel il purge sa peine [art. 10, 12, 13 et 14 de la loi No 59/1965 (Recueil de lois)].

85. Le régime cellulaire ne peut être appliqué que par décision d'un tribunal. Ne peut être mise au secret qu'une personne, qu'un tribunal a condamnée à purger sa peine dans le groupe pénitentiaire et qui est considérée comme un criminel extrêmement dangereux ou dont la condamnation à la peine capitale a été commuée, par voie de grâce, en une peine privative de liberté (par. 4 de l'article 39 du Code pénal). Le régime cellulaire est réglementé par l'article 7 de la loi No 59/1965 (Recueil de lois) relative à l'exécution des peines d'emprisonnement.

86. Dans le projet d'amendement à la loi relative à l'exécution des peines d'emprisonnement les fins préventives et éducatives du châtement sont énoncées encore plus clairement : il s'agit de réformer le condamné par une activité correctionnelle et éducative et de lui faire vivre la vie d'un travailleur :

a) L'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 20 de la Réglementation relative à la détention préventive prévoit que les prévenus placés en détention préventive sont séparés des condamnés. Tant qu'il est en détention préventive, le prévenu n'est soumis qu'aux restrictions nécessaires au bon déroulement de la procédure pénale.

b) Le paragraphe 1 de l'article 71 de la Réglementation relative à la détention préventive prévoit que les jeunes prévenus ne sont pas placés dans les mêmes cellules que les autres prévenus. Le Code pénal prévoit également que les jeunes condamnés de moins de 18 ans doivent purger leurs peines d'emprisonnement dans des établissements de redressement pour mineurs. Le statut juridique spécifique des mineurs est pris en considération dans des dispositions spéciales du Code pénal (art. 74 à 87) et des Règles de procédure pénale (art. 291 à 301).

87. L'amendement proposé à la loi relative à l'exécution des peines d'emprisonnement stipule, conformément au Pacte, que les adultes et les jeunes doivent être séparés pendant l'exécution de leur peine.

88. Les activités de rééducation fondées sur l'ordre et la discipline imposés dans les établissements pénitentiaires, l'éducation des condamnés et le travail culturel constituent l'essentiel de la peine d'emprisonnement et les principaux moyens d'atteindre l'objectif auquel tend l'exécution de la peine.

89. Le droit d'être jugé par une instance pénale n'est pas explicitement réglementé par la loi mais il ne fait aucun doute que ce droit est reconnu. De plus, lorsque les poursuites contre l'inculpé ont cessé par suite d'une amnistie ou d'une grâce accordée par le Président de la République ou en application de limitations réglementaires, les poursuites doivent continuer si l'inculpé le demande (art. 11, par. 2, des Règles de procédure pénale).

90. Toute personne qui a été effectivement mise en détention a le droit de réclamer une indemnité à l'état pour préjudice causé par la décision concernant sa détention si les poursuites dont elle a été l'objet ont été abandonnées ou si l'affaire a été classée [par. 1 de l'article 5 de la loi No 58/1969 (Recueil de lois)].

91. En 1987, le Ministre de la justice de la République socialiste slovaque a reçu 55 demandes de dommages-intérêts pour des mesures de détention prises en vertu de l'article 5 de la loi No 58/1969 et il a été donné suite à 11 de ces demandes. Le montant total des indemnités versées à ce titre, y compris les indemnités accordées par les tribunaux, s'est élevée à 290 617 couronnes tchécoslovaques.

92. En 1987, le Ministère de la justice de la République socialiste tchèque a reçu 33 demandes de dommages-intérêts. Les indemnités réclamées ont été versées en totalité dans 4 cas et en partie dans 4 autres. Le montant total des indemnités versées aux demandeurs, y compris les indemnités accordées par les tribunaux, s'est élevé à 634 480 couronnes tchécoslovaques.

Article 11

93. La législation tchécoslovaque ne prévoit pas la prison pour dette.

Article 12

94. Tous les citoyens de la République socialiste tchécoslovaque ont le droit de circuler librement sur tout le territoire de l'Etat et d'y choisir librement leur lieu de résidence permanente ou temporaire.

95. Les documents de voyage destinés aux citoyens tchécoslovaques ainsi qu'aux apatrides résidant sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque sont délivrés conformément à la loi No 63/1965 sur les documents de voyage. Les restrictions que la loi impose à cet égard correspondent à celles qui sont prévues au paragraphe 3 de l'article 12 du Pacte.

96. Les citoyens tchécoslovaques voyagent de plus en plus au fur et à mesure que la situation économique de la Tchécoslovaquie s'améliore. C'est avant tout le manque de devises étrangères qui limite les possibilités de voyages vers les pays non socialistes.

97. En 1987, 6 992 463 personnes se sont rendues dans d'autres pays socialistes et 513 462 dans des pays non socialistes - soit, par rapport à 1986, une progression de 1,114 % pour les premières et de 1,043 % pour les secondes.

98. Pour avoir le droit de se rendre à l'étranger, il faut, entre autres conditions, disposer d'une quantité appropriée de devises. Il est possible d'en acheter à la Banque d'Etat tchécoslovaque en se pliant à sa procédure de contrôle, mais depuis le début de 1988 il est également possible de se procurer des devises d'un Etat non socialiste sous forme de don fait par un étranger à une fin précise. En outre, depuis le 1er avril 1988, il est possible de prélever des devises étrangères pour les déplacements à l'étranger sur les comptes en devises ouverts par des particuliers dans des banques tchécoslovaques spécialisées dans les opérations de change. Cette possibilité a été accueillie favorablement par le public, qui en fait largement usage.

99. A l'heure actuelle les autorités envisagent d'autres possibilités de règlement pour certains problèmes humanitaires, en particulier pour le problème de la réunification des familles séparées. Il s'agit le plus souvent de personnes désirant émigrer pour rejoindre des ressortissants tchécoslovaques qui séjournent à l'étranger depuis plus de trois ans sans l'autorisation des autorités tchécoslovaques et qui ont fait part aux missions tchécoslovaques à l'étranger de leur désir de voir leur famille réunifiée. Il y a aussi des cas de mineurs désireux d'émigrer et dont la situation mérite une attention particulière avant même que le délai prévu soit écoulé.

100. La République socialiste tchécoslovaque a chaque année la visite de très nombreux étrangers. En 1987, elle a reçu au total 22 131 922 personnes venant des pays socialistes et 1 500 059 personnes venant de pays non socialistes, soit une augmentation de 1,133 % et 1,153 % respectivement par rapport à 1986.

101. La réglementation tchécoslovaque en matière de visas est une des plus souple du monde. Environ 95 % de tous les visas sont délivrés sur le champ ou dans les 24 heures. Les autorités tchécoslovaques étudient actuellement les possibilités d'assouplir encore le système. C'est ainsi, qu'en 1989, lorsque les structures nécessaires (bâtiments, personnel) seront prêtes, les visas pourront être délivrés à quelques-uns des points de passage des frontières les plus fréquentés et les plus importants.

Article 13

102. Il est possible d'expulser un étranger

a) Qui a fait l'objet d'un arrêt d'expulsion rendu par un tribunal en dernier ressort (art. 57 du Code pénal);

b) Qui a été interdit de séjour en République socialiste tchécoslovaque par décision d'un organe administratif [art. 3, par. 1 et 2, de la loi No 68/1965 (Recueil des lois) relative au séjour des étrangers sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque];

c) Dont le séjour sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque est illégal pour d'autres raisons, et en particulier si :

i) son visa d'entrée en Tchécoslovaquie a expiré (ou son document de voyage n'est plus valide, dans les cas où ce document ne doit pas obligatoirement comporter un visa) et il n'a pas obtenu de permis de résidence [art. 2, par. 1, de la loi No 68/1965 (Recueil des lois) relative au séjour des étrangers sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque];

- ii) il est entré illégalement en République socialiste tchécoslovaque et les poursuites engagées contre lui pour cette raison au titre de l'article 110 du Code pénal ont été différées (par. 3 a) de l'article 159 des Règles de procédure pénale) ou abandonnées en vertu d'une décision (par. 2 de l'article 172 des Règles de procédure pénale).

103. S'il s'agit d'un apatride résidant en permanence sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque, l'expulsion ne peut avoir lieu que si un autre pays est disposé à l'accueillir. S'il s'agit d'un apatride résidant temporairement dans la République socialiste tchécoslovaque, il peut être expulsé vers le pays qui a délivré le document de voyage dont il est porteur ou d'où il est venu en Tchécoslovaquie.

104. Un étranger auquel le droit d'asile a été accordé au titre de l'article 33 de la Constitution ne peut être expulsé du territoire de la République socialiste tchécoslovaque que si la décision touchant l'expulsion s'accompagne d'une décision retirant à l'intéressé le bénéfice du droit d'asile.

105. Si un étranger pénètre involontairement dans la zone frontalière du territoire de la République socialiste tchécoslovaque, il peut être expulsé du territoire tchécoslovaque par les commissaires aux frontières ou par les gardes frontière tchécoslovaques.

106. Tout étranger qui a été frappé d'une mesure d'expulsion (art. 57 du Code pénal) peut faire appel de la décision du tribunal. L'appel a un effet suspensif.

107. En vertu de l'article 57 du Code pénal, un tribunal peut décider l'expulsion pure et simple d'un délinquant qui n'est pas citoyen tchécoslovaque mais il peut aussi prononcer conjointement une autre peine lorsque la sécurité de personnes et de biens ou l'intérêt public l'exigent.

108. Le but de l'expulsion est d'empêcher des non-ressortissants de la République socialiste tchécoslovaque de commettre sur le territoire de la Tchécoslovaquie d'autres délits qui mettraient en danger des personnes ou des biens ou qui seraient contraires à l'intérêt public. Le cas se présente en général quand il y a risque de récidive de la part de l'auteur d'actes criminels dirigés contre certains des intérêts mentionnés ci-dessus.

109. L'expulsion vaut pour tout le territoire de la Tchécoslovaquie; le lieu vers lequel le délinquant doit être expulsé n'est pas spécifié par le tribunal (c'est dans le cadre de l'exécution de la sentence que l'on décide de ce lieu et des modalités de l'expulsion). L'expulsion n'est pas prescriptible mais la personne expulsée peut être autorisée à revenir sur le territoire de la Tchécoslovaquie si elle est graciée par le Président de la République.

110. Un mineur ne peut être frappé d'expulsion (art. 78 du Code pénal) même s'il n'est pas citoyen tchécoslovaque. L'expulsion ne peut être prononcée conjointement avec une mesure de rééducation, l'interdiction de se livrer à certaines activités professionnelles et une peine de prison avec sursis. Autrement, l'expulsion peut être prononcée séparément ou conjointement avec une autre peine. Elle peut être prononcée séparément pour tout délit.

En 1987, 147 peines d'expulsion ont été prononcées dans la République socialiste tchécoslovaque (dont 116 dans la République socialiste tchèque et 31 dans la République socialiste slovaque); l'expulsion a été prononcée en tant que sanction séparée dans 45 affaires (39 dans la République socialiste tchèque et 6 dans la République socialiste slovaque).

Article 14

111. L'égalité devant les tribunaux que la législation tchécoslovaque garantit aux citoyens va plus loin que ne l'exige le Pacte. Le principe constitutionnel de l'égalité des citoyens devant la loi (art. 20, par. 1, de la Constitution) est développé dans une loi sur l'organisation des tribunaux et l'élection des juges [loi No 36/1964 (Recueil des lois) modifiée par des lois ultérieures] selon laquelle tous les citoyens sont égaux devant la loi et les tribunaux (premier paragraphe de l'article 8). Ce principe est reflété aussi bien dans la procédure civile que dans la procédure pénale.

112. Le droit de formuler une requête en vue de l'ouverture d'une procédure judiciaire est garanti par l'article 3 des Règles de procédure civile et la procédure pénale prévoit que les citoyens ont le droit de donner des informations sur des actes criminels et que le procureur est tenu d'intervenir à propos de tous les délits portés à sa connaissance (art. 2, par. 3, et art. 158, par. 1, des Règles de procédure pénale).

113. Le principe selon lequel les tribunaux prennent leurs décisions en toute indépendance et en toute impartialité est un principe constitutionnel [art. 102 de la Constitution tchécoslovaque; art. 7 de la loi No 36/1964 (Recueil des lois)]. Dans les affaires pénales comme dans les affaires civiles, les citoyens ont le droit de formuler des objections au sujet de la partialité du tribunal (art. 15 et 20 des Règles de procédure civile).

114. Le caractère public de la procédure judiciaire est un principe constitutionnel (art. 103, par. 1) garanti dans les Règles de procédure civile (art. 115) et dans les Règles de procédure pénale (art. 2, par. 10). Si le huis clos n'a pas été prononcé, des représentants des médias peuvent également assister à l'audience; pour prendre des notes et faire des enregistrements, il leur faut une autorisation spéciale du Président du tribunal. Dans les affaires pénales, l'audience principale a lieu, lorsque c'est possible, là où le délit a été commis ou sur le lieu de travail ou au domicile de l'inculpé. Les cas dans lesquels le public peut ne pas être admis à l'audience principale sont énoncés dans les Règles de procédure pénale.

115. Le huis clos peut être prononcé pour l'audience principale quand un procès public mettrait en danger l'Etat, certains secrets économiques ou officiels, serait préjudiciable au déroulement de la procédure ou risquerait de nuire à la moralité publique. Le huis clos peut d'ailleurs être décidé pour une partie seulement de l'audience principale (art. 200, par. 1, des Règles de procédure pénale). Même quand le huis clos n'a pas été prononcé, le tribunal peut interdire d'entrer aux adolescents et aux personnes susceptibles de perturber la procédure.

116. La sentence est lue en public, même dans les cas où les audiences ont eu lieu à huis clos (art. 103, par. 4, de la Constitution et art. 200, par. 3, des Règles de procédure pénale).

117. [2] La présomption d'innocence est un des principes fondamentaux du droit tchécoslovaque. Ce principe est expressément énoncé au paragraphe 2 de l'article 2 des Règles de procédure pénale selon lequel l'accusé n'est pas tenu de prouver son innocence et ne peut pas être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable (art. 91 des Règles de procédure pénale), mais a le droit de présenter des preuves pour sa défense (art. 33 des Règles de procédure pénale). En droit tchécoslovaque, l'impossibilité d'établir la preuve de la culpabilité a le même effet que la preuve de l'innocence.

118. [3] En application des dispositions pertinentes du Pacte, la législation tchécoslovaque garantit à l'accusé les droits ci-après :

a) L'accusé est informé de l'accusation portée contre lui et notamment de sa nature et de ses motifs (art. 163, par. 3, des Règles de procédure pénale), dans un délai de trois jours ou, si l'accusé doit être entendu plus tôt, au début du premier interrogatoire. L'inculpé a le droit d'utiliser sa langue maternelle avec les autorités pénales compétentes (art. 2, par. 14, des Règles de procédure pénale).

b) Les Règles de procédure pénale prévoient un délai suffisant pour la préparation de la défense, et stipulent que la date de l'audience principale est fixée par le Président du tribunal de manière à laisser au défendeur au moins cinq jours pour se préparer après avoir été assigné à comparaître. Le Conseil dispose du même laps de temps pour se mettre au courant (art. 198). Les droits fondamentaux dont jouit l'accusé sont notamment le droit de choisir un défenseur et le droit de se concerter avec lui. Si l'accusé est en détention, il peut s'entretenir avec son défenseur en dehors de la présence d'un tiers (art. 33 des Règles de procédure pénale).

c) La législation tchécoslovaque ne fixe pas de délais pour l'achèvement du procès. Selon le paragraphe 4 de l'article 2 des Règles de procédure pénale, les affaires criminelles doivent être jugées sans retard. Selon les directives à l'intention des tribunaux, la date de l'audience préliminaire au tribunal ou celle de l'audience principale dans les affaires où le prévenu est en détention doivent être fixées au plus tard dans les trois jours ouvrables suivant le dépôt du dossier. En principe, lorsque le prévenu est en détention, l'affaire doit être jugée dans un délai de cinq semaines et, en cas d'appel, dans un délai de huit semaines.

d) Le défendeur doit être présent à l'audience principale. S'il est absent, l'audience principale ne peut avoir lieu que dans les conditions énoncées par la loi (art. 202, par. 2, des Règles de procédure pénale). L'audience principale ne peut d'ailleurs avoir lieu en l'absence du défendeur si celui-ci est en détention préventive ou purge une peine de prison, ou si le délit en cause est passible, aux termes de la loi, d'une peine d'emprisonnement dont la durée peut être supérieure à cinq ans. Outre le droit de se défendre, l'inculpé (défendeur) a le droit d'être informé de ses droits, et toutes les autorités pénales compétentes sont tenues de lui donner toutes possibilités d'exercer ces droits (art. 34 des Règles de procédure pénale). Un inculpé qui n'a pas les moyens d'assumer le coût de sa défense a droit à l'assistance judiciaire.

e) Un des principes fondamentaux des Règles de procédure pénale veut que le défendeur soit présent en personne à l'audience principale (art. 2, par. 12, et art. 202 des Règles de procédure pénale). La confrontation de l'accusé et des témoins est régie par l'article 94 des Règles de procédure pénale. Si le défendeur est expulsé de la salle du tribunal pour atteinte à l'ordre public, il a néanmoins le droit d'être informé de la teneur des dépositions des témoins (art. 204 des Règles de procédure pénale).

f) Les Règles de procédure pénale garantissent à l'inculpé le droit d'utiliser sa langue maternelle au tribunal. Les autorités pénales compétentes doivent donc lui procurer les services d'un interprète (art. 28 des Règles de procédure pénale).

g) La législation tchécoslovaque respecte scrupuleusement le principe qui veut que l'accusé ne puisse en aucune façon être contraint de faire une déposition ou des aveux et que sa personne soit respectée durant les interrogatoires. Que l'accusé passe des aveux ne dispense pas les autorités environnementales pénales compétentes de faire une enquête et de vérifier par tous les moyens tous les faits de la cause.

119. [4] Les poursuites contre les adolescents sont régies par une section distincte des Règles de procédure pénale (art. 291 à 302) dont les dispositions tiennent compte du stade de développement mental et moral des adolescents et d'autres éléments qui devraient faciliter leur rééducation.

120. [5] Les Règles de procédure pénale reposent sur les principes de l'appel et de la cassation. Tout défendeur a le droit de faire appel d'une décision d'un tribunal de première instance qui n'est pas encore définitive. C'est toujours une instance supérieure qui se prononce sur l'appel. Pour qu'une sentence définitive soit annulée, il faut que le procès soit rouvert (art. 277 à 289 des Règles de procédure pénale) ou qu'une plainte pour vice de procédure soit déposée (art. 266 à 276 des Règles de procédure pénale). En 1987, les tribunaux de district de la République socialiste slovaque ont condamné pour des délits 31 319 personnes, dont 5 284 ont fait appel. Dans la République socialiste tchèque, 52 981 personnes ont été condamnées et 11 002 d'entre elles ont fait appel.

121. [6] Aux termes de l'article premier de la loi No 58/1969 (Recueil des lois) relative à la responsabilité encourue pour les préjudices causés du fait de décisions d'organes de l'Etat ou de vices de procédure de droit public dont celles-ci sont entachées, l'Etat est responsable pour le préjudice causé par un jugement illégal rendu par un tribunal et il ne peut se soustraire à cette responsabilité. Toute personne à raison d'un tel jugement qui a subi une peine a droit à être indemnisée par l'Etat pour le préjudice subi si une procédure ultérieure aboutit à une ordonnance de non-lieu ou à la cessation des poursuites (art. 6 de la loi). Il est rare que des dommages-intérêts soient réclamés en République socialiste tchécoslovaque pour un préjudice dû à une condamnation illégale.

122. [7] Le principe "ne bis in idem" est valable dans le droit pénal tchécoslovaque. Ce principe interdit d'engager des poursuites ni de les continuer quand elles sont déjà entamées (il faut alors les abandonner) si, au cours d'un précédent procès motivé par le même délit, la personne poursuivie a déjà fait l'objet du jugement définitif de la part d'un tribunal

ou si les poursuites ont été définitivement abandonnées, à condition que la décision antérieure n'ait pas été annulée dans les formes prescrites (art. 11, par. 1 f), des Règles de procédure pénale).

123. La révision du Code pénal qui est actuellement en préparation aura pour effet de modifier assez sensiblement les dispositions en vigueur en Tchécoslovaquie en ce qui concerne la correctionnalisation et la dépenalisation. Tout d'abord, considérant le niveau de développement de la société socialiste, il convient d'abroger la loi No 150/1969 (Recueil des lois) relative aux délits mineurs dont les dispositions visent une des deux catégories de délits portés jusqu'à présent devant les tribunaux. Son abrogation réduira considérablement le nombre de personnes condamnées par les tribunaux. La majorité des délits qui tombent actuellement sous le coup de la loi No 150/1969 devraient à l'avenir être traités comme des délits correctionnels par les comités nationaux ou d'autres organes administratifs et être punis moins sévèrement, c'est-à-dire ne pas entraîner des peines de prison. Les peines prononcées seront principalement d'ordre financier et consisteront en amendes. Ainsi, tenant compte des tendances du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la République socialiste tchécoslovaque appliquera dans une plus large mesure le principe qui consiste à respecter, dans le traitement des délinquants, la dignité inhérente à la personne humaine.

124. Le Code pénal révisé ne traitera plus comme des infractions pénales certains délits comme ceux qui consistent à entraver la circulation de la monnaie nationale (art. 144, par. 2, du Code pénal), faire obstacle au fonctionnement d'un établissement d'utilité publique, (art. 183 et 194 du Code pénal), fabriquer illicitement de l'alcool (art. 194 bis), nuire par négligence à la santé d'autrui (art. 223, par. 1, du Code pénal), contaminer autrui par une maladie vénérienne (art. 226 du Code pénal) et porter atteinte à la moralité publique (art. 205, par. 1, du Code pénal). Les actes en question devront à l'avenir être traités du point de vue administratif comme des délits correctionnels.

125. Après leur révision, les Règles de procédure pénale devraient renforcer le principe de l'appel en République socialiste tchécoslovaque dans les procédures de recours et donner à la juridiction d'appel plus de latitude pour établir les faits et pour rendre un jugement sur la base des éléments de preuve recueillis au cours de la procédure d'appel.

126. Le principe de l'appel ainsi révisé ne limitera pas le droit de recourir à des moyens de défense. L'application plus large du principe de l'appel ne sera possible que dans les cas où il faudra régler d'urgence une affaire de façon satisfaisante et où cela ne reviendra pas à substituer une juridiction d'appel au tribunal de première instance.

127. L'interdiction de la "reformatio in pejus" (jugement aggravé), dont l'extension est actuellement à l'étude, est très importante pour l'exercice des droits civils. A l'heure actuelle, l'interdiction de la "reformatio in pejus" vise uniquement la décision concernant la peine mais après la révision, elle visera également la décision concernant la culpabilité. Elle sera étendue à l'appel ainsi qu'au pourvoi en cassation et au pourvoi en révision.

Article 15

128. [1] Aux termes de l'article 16 du Code pénal les lois pénales ne sont pas rétroactives et un acte est punissable en application de la loi en vigueur au moment où il a été commis. On ne peut envisager de lui appliquer une loi ultérieure que si celle-ci est plus favorable à la personne qui a commis l'acte. On ne peut imposer qu'une peine du type autorisé par la loi en vigueur au moment où il est statué sur l'affaire.

129. [2] L'adhésion de la République socialiste tchécoslovaque à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité du 26 novembre 1968 a été à l'origine de l'addition d'un article 67 a) au Code pénal en 1969. En vertu de cette disposition, la prescription ne s'applique pas aux crimes suivants :

a) Crimes contre l'humanité : génocide (art. 259), promotion et propagation du fascisme (art. 260), emploi d'armes prohibées (art. 262), atrocités commises en temps de guerre (art. 263), pillage dans la zone des opérations militaires (art. 264), emploi abusif de l'emblème de la Croix-Rouge (art. 265);

b) Actes de terrorisme (art. 93), atteinte à la sécurité collective (art. 179), meurtre (art. 219), atteinte à la santé (art. 221 et 222), restriction de la liberté individuelle (art. 231, par. 3), privation de la liberté individuelle (art. 232), enlèvement à l'étranger (art. 233), violation du domicile (art. 238, par. 3), quand ces agissements ont lieu dans des circonstances qui en font des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité selon les dispositions du droit international;

c) Crimes selon l'article premier de la loi No 165/1950 (Recueil des lois) sur la protection de la paix.

Article 16

130. Le droit au respect de la personne humaine dans la société socialiste est énoncé comme suit à l'article 19 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque : "Les droits, libertés et devoirs des citoyens servent ... au libre et complet développement de leur personnalité comme à son affirmation, en même temps qu'à l'affermissement et à l'épanouissement de la société socialiste ...".

131. Le citoyen jouit de la personnalité juridique (avec capacité d'exercer des droits et devoirs) de la naissance à la mort. Selon le droit tchécoslovaque, cette personnalité est intangible (art. 7 du Code civil). Une personne acquiert la pleine capacité légale quand elle devient majeure (art. 8 du Code civil) et seul un tribunal peut priver un citoyen de cette capacité ou en restreindre l'exercice conformément aux conditions énoncées à l'article 10 du Code civil.

132. Le fait d'être atteint de troubles mentaux est une cause, parmi d'autres, d'incapacité ou de limitation de la capacité légale. Les garanties juridiques qui entourent la procédure pertinente sont énoncées dans les articles 186 à 191 des Règles de procédure civile. Quand une personne est placée dans un établissement pour cause de troubles mentaux, cette personne, ses proches

ou son tuteur ou l'établissement de soins ou les syndicats ou autres organisations sociales peuvent à tout moment demander qu'un tribunal révise la décision prise par le comité national de placer cette personne dans un établissement sans son accord, en application de l'article 24 de la loi No 20/1966 sur la santé publique.

133. Les mesures juridiques prévues pour la protection de la personne sont énoncées dans les articles 11 à 17 du Code civil. L'article 11 du Code civil garantit la protection de la personne du citoyen et en particulier de sa vie et de sa santé, de son honneur ainsi que de son nom et des expressions de sa personnalité. Le tribunal est l'institution qui assure cette protection. La loi offre ainsi des garanties beaucoup plus étendues pour la protection de leur personne que celles qui sont prévues dans le Pacte.

Article 17

134. Le droit du citoyen à la protection contre les immixtions dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, et contre la diffamation est garanti en premier lieu par la Constitution (art. 31), et aussi par le Code civil (art. 11 à 17), par le Code pénal [art. 174, (accusations calomnieuses), art. 206 (diffamation), art. 238 (violation de domicile), art. 239 et 240 (violation du secret de la correspondance)], par la loi No 81/1966 (Recueil des lois) relative à la presse et aux autres médias (art. 207) - rectification des informations erronées diffusées par les médias), par la loi No 222/1946 (Recueil des lois) relative à la poste (art. 82 - interdiction de violer le secret de la correspondance et de faire obstacle à l'acheminement d'articles par la poste) ainsi que par d'autres dispositions législatives.

135. Il est permis de déroger aux principes fondamentaux consacrant l'inviolabilité des droits privés de l'individu pour des raisons spécifiques énumérées dans les lois ci-après :

Règles de procédure pénale - les articles 82 et 85 indiquent explicitement pour quels motifs et dans quelles conditions les perquisitions et les fouilles sont autorisées et les articles 86 et 87 réglementent l'interception et l'ouverture de la correspondance;

Loi No 11/1975 (Recueil des lois) sur le contrôle judiciaire (surveillance préventive) - aux termes du paragraphe 1 de l'article 2, la personne placée sous contrôle judiciaire par un tribunal doit fournir aux services de sécurité de l'Etat chargés d'exercer le contrôle judiciaire tous les renseignements demandés sur ses sources de revenus, se présenter en personne auxdits services à des dates déterminées, permettre aux membres de ces services de pénétrer chez lui et les informer à l'avance de tous ses déplacements hors de son lieu de résidence; aux termes du paragraphe 2 de l'article 2, le tribunal qui a placé une personne sous contrôle judiciaire peut lui imposer d'autres obligations et restrictions afin de l'obliger à mener une vie ordonnée de travailleur; c'est ainsi qu'il peut lui interdire de se rendre dans certains lieux, locaux, établissements ou rassemblements et lui imposer de demeurer dans le lieu ou le district qui lui a été assigné et de ne pas les quitter sans l'accord préalable de l'autorité chargée du contrôle (en 1987, les tribunaux tchécoslovaques ont ordonné la mise sous contrôle judiciaire dans 6 581 cas dont 4 342 en République socialiste tchèque et 2 239 en République socialiste slovaque).

Article 18

136. La liberté de religion est régie par l'article 32 de la Constitution tchécoslovaque qui stipule :

"1. La liberté de conscience est garantie. Chacun a le droit d'avoir une religion ou de ne pas en avoir, et de pratiquer sa religion dans la mesure où cela ne contrevient pas à la loi."

"2. Nul ne peut invoquer une foi religieuse ou une conviction pour refuser de s'acquitter des devoirs civiques que lui impose la loi."

137. En Tchécoslovaquie, nul n'est tenu d'être croyant ou athée; chacun peut professer une foi religieuse et en propager les idées tout comme un incroyant a le droit de défendre des vues athées; chacun est libre d'accomplir des rites religieux ou de s'abstenir d'y participer.

138. Les pouvoirs publics ne se préoccupent pas de savoir si un citoyen est athée ou membre d'une église. Depuis un décret gouvernemental de 1954, les croyances religieuses ne sont plus consignées dans des registres et les citoyens tchèques ne sont pas tenus de déclarer leur religion aux autorités officielles ni à quiconque. Les formulaires, documents, questionnaires, certificats scolaires délivrés par l'Etat ne contiennent pas de renseignements sur la religion des intéressés.

139. Selon certaines estimations, de 20 à 30 % des citoyens de la République socialiste tchèque et environ 50 % des citoyens de la République socialiste slovaque sont croyants.

140. L'Etat tchécoslovaque souhaite encourager une coopération plus étroite entre les citoyens quelle que soit leur conception du monde, et promouvoir l'établissement de relations positives entre l'Etat et les églises.

141. La République socialiste tchécoslovaque s'oppose néanmoins avec vigueur à toute exploitation abusive des croyances religieuses et des activités des églises et sociétés religieuses à des fins politiques sur le plan intérieur et extérieur.

142. Au cours de leur histoire, les nations de Tchécoslovaquie ont connu des heures très sombres quand des tenants d'un cléricalisme réactionnaire ont trompé les aspirations du peuple. Cinquante années ont passé depuis la signature des scandaleux accords de Munich suivis en 1939 du démembrement de la Tchécoslovaquie et de la mise en place d'un prétendu Etat slovaque cléricofasciste. Les nations de Tchécoslovaquie n'oublieront jamais que ce régime fasciste avait à sa tête un prêtre catholique réactionnaire qui avait l'appui du Vatican. Les structures de l'Etat slovaque étaient entièrement infiltrées par des prêtres aux tendances cléricofascistes.

143. L'Etat tchécoslovaque n'intervient pas dans les affaires intérieures des églises et des sociétés religieuses et crée les conditions voulues pour leur permettent d'exercer leurs activités. En même temps il suit les activités des églises et de leurs représentants pour déterminer dans quelle mesure les lois

et règlements régissant les relations entre l'Etat et les églises sont respectés et appliqués. Un des principes qui régissent les relations entre l'Etat et les églises est celui du consentement de l'Etat aux activités religieuses.

144. Comme tout autre pays, la Tchécoslovaquie exige des dignitaires ecclésiastiques qu'ils soient non seulement capables de s'acquitter de leurs tâches mais aussi loyaux vis-à-vis de l'Etat. Cette exigence se fonde sur la pratique établie avant la deuxième guerre mondiale.

145. Il y a en Tchécoslovaquie dix-huit églises et sociétés religieuses reconnues par l'Etat, mais tout citoyen est libre de professer une autre religion.

146. Il y a dans le pays environ 7 500 églises, oratoires, chapelles et autres lieux du culte. Près de 8 000 prêtres et prédicateurs sont actifs dans les églises et les sociétés religieuses. Durant l'année universitaire 1986/1987, il y avait au total 712 étudiants inscrits dans six facultés de théologie.

147. Bien qu'ils ne soient pas fonctionnaires d'Etat, les membres du clergé de toutes les églises et sociétés religieuses reçoivent un salaire de l'Etat en vertu de la loi sur l'aide matérielle aux églises. Le montant qu'ils touchent est fonction de leur rang et de leur poste ainsi que de leurs années de service ecclésiastique et il est égal au salaire moyen des citoyens du pays. En outre, les membres du clergé de certaines églises (comme l'Eglise catholique romaine) reçoivent une rémunération des croyants quand ils célèbrent des offices religieux.

148. Au point de vue social, l'Etat se montre généreux avec les ecclésiastiques; ils sont soignés gratuitement, touchent une retraite et bénéficient d'activités de loisirs et de cures thermales.

149. Deux maisons d'édition dirigées par des églises publient des périodiques et des ouvrages religieux.

150. Les églises publient au total 31 revues théologiques et religieuses. L'hebdomadaire catholique se tire à 241 000 exemplaires. Les tirages de la bible, de l'histoire biblique, des recueils de cantiques et de calendriers religieux sont substantiels. Des montants considérables sont alloués par la Tchécoslovaquie pour la réparation des églises et autres bâtiments religieux. Plus de 200 millions de couronnes tchécoslovaques sont allouées chaque année à ces fins.

151. La Tchécoslovaquie respecte pleinement les dispositions du paragraphe 4 de l'article 18 du Pacte concernant l'instruction religieuse des enfants. Elle tient compte à cet égard non seulement du droit des parents, mais aussi du droit des enfants et des droits des fidèles d'autres confessions, des non-croyants et des athées, ainsi que des priorités sociales. C'est pour cette raison qu'elle exige que l'éducation religieuse des enfants soit dispensée dans les écoles de l'Etat et que les parents et tuteurs légaux donnent leur accord. Nous partons du fait que sur un point aussi capital à savoir la vision que l'enfant a du monde, le consentement des deux parents est nécessaire.

152. La République socialiste tchécoslovaque estime qu'il est du devoir du clergé de dispenser l'instruction religieuse dans le cadre de ses activités ecclésiastiques. Les conditions matérielles offertes sont satisfaisantes à cet égard. Les écoles mettent à disposition des salles de classe et s'occupent de la partie administrative de l'organisation de l'instruction religieuse, le tout à titre gratuit. L'instruction religieuse peut être donnée dans les écoles par toutes les églises et sociétés religieuses reconnues par l'Etat.

153. Les directives concernant l'instruction religieuse dans les écoles sont jugées satisfaisantes par les églises et sociétés religieuses.

154. Du point de vue juridique comme du point de vue pratique, la République socialiste tchécoslovaque s'acquitte pleinement des obligations qu'elle a contractées en adhérant au Pacte et les seules restrictions qu'impose la législation à cet égard sont motivées par le souci de respecter les priorités sociales démocratiques et l'égalité des autres ressortissants.

Article 19

155. La liste des garanties juridiques figurant dans le deuxième rapport périodique soumis par la République socialiste tchécoslovaque peut être complétée par les faits ci-après.

156. La protection contre les abus de la liberté de la presse est prévue par la loi sur la presse périodique et autres médias (No 81/1966, Recueil des lois). L'article 10 prévoit l'indépendance de l'éditeur, du rédacteur en chef et des rédacteurs mais aussi leur responsabilité devant la société et la loi; l'article 12 énonce la seule restriction juridique à laquelle sont soumis les journalistes dans l'exercice de leur profession, à savoir qu'ils doivent protéger les personnes qui ont fourni des renseignements critiques aux médias. L'article 16 porte sur le devoir de protection de la société et des citoyens contre les abus de la liberté d'expression et de la presse et stipule l'obligation de dédommager les organisations ou les citoyens des torts causés par la publication de certaines informations. L'article 17 stipule que "la censure est interdite".

157. L'application du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte est assurée, s'agissant des activités des médias, par le paragraphe 3 de l'article 10 de la loi No 81/1966 (Recueil des lois), qui stipule que le rédacteur en chef "doit veiller, conformément aux règlements en vigueur, à ce que les informations publiées par les médias ne violent pas les intérêts légitimes de la société, des citoyens et des organisations". Le paragraphe 3 de l'article 13 de la même loi stipule que "les organes et services de l'Etat, les institutions scientifiques et culturelles et les organisations économiques refuseront de fournir des informations (aux médias), ou ne leur permettront pas d'y accéder lorsque ces informations porte ... sur des faits dont la publication contreviendrait aux principes de la protection des droits des citoyens". Le paragraphe 2 de l'article 16 dispose que "la publication d'informations compromettant les intérêts légitimes de la société ou des citoyens, constitue un abus de la liberté d'expression et de la presse".

158. L'article 20 de la loi stipule le droit du citoyen ou de l'organisation concernés de s'adresser aux tribunaux pour obtenir la correction des informations erronées qui ont été publiées dans les cas où la correction n'a pas été publiée ou a été publiée de façon non satisfaisante.

159. Le respect des droits susmentionnés est, notamment, garanti par un organe central chargé de la presse et des autres médias : l'Office fédéral de la presse et de l'information. Cet organe joue un rôle social et est doté d'un mandat adéquat (loi No 180/1980, Recueil des lois).

160. Dans le cadre de cette législation, les médias sont un instrument de critique sociale important et offrent une tribune à l'opinion publique dans le processus de mise en oeuvre de la politique d'accélération du développement social et économique de la Tchécoslovaquie par la restructuration sociale, la transparence dans les domaines de la politique et de l'information et par la nouvelle conception des relations internationales.

161. Tous les médias prennent part aux débats nationaux sur les principales dispositions juridiques qui garantiront les principes de la restructuration. Les médias accordent de plus en plus de place aux critiques et polémiques. La restructuration renforce le rôle des médias en tant qu'instrument important d'un échange de vues démocratique et en tant que miroir de l'opinion publique; en même temps, elle amène l'Etat et les organes et organisations sociales à répondre aux critiques des médias et à en tirer les conclusions qui s'imposent.

162. On compte en Tchécoslovaquie 1 085 périodiques qui tirent à près de 31,6 millions d'exemplaires, auxquels s'ajoutent 2 500 titres de périodiques non déclarés. La presse est subventionnée par l'Etat et les prix de détail des publications sont stables depuis plusieurs dizaines d'années.

163. La Radio tchécoslovaque dispose d'une station fédérale, de cinq stations nationales et de 12 émetteurs régionaux.

164. La Télévision tchécoslovaque dispose de deux chaînes (programme fédéral et programmes nationaux tchèque et slovaque) qui diffusent des émissions pendant 21 heures et demie par jour en moyenne.

165. La Tchécoslovaquie attache une grande importance à la participation des médias nationaux aux échanges internationaux d'informations journalistiques.

166. En 1987, la Tchécoslovaquie a importé près de 13 000 ouvrages, représentant au total 1,9 million d'exemplaires, à l'intention de l'Etat, des organismes économiques et culturels et des particuliers. La moitié de ces ouvrages provenaient de pays non socialistes.

167. Conformément au droit tchécoslovaque (article 23 de la loi 81/1966, Recueil des lois), il est interdit d'importer en Tchécoslovaquie des publications qui sont ouvertement antisocialistes, encouragent le racisme, le fascisme et le revanchisme, font l'apologie de la guerre ou de la violence ou sont contraires à la morale.

168. Deux organismes du commerce extérieur sont chargés de l'exportation des périodiques tchécoslovaques.

169. Le service étranger de la Radio tchécoslovaque diffuse en 12 langues, pendant un total de 43 heures par jour, des informations sur la vie en Tchécoslovaquie.

170. Outre qu'il est tenu informé de la politique étrangère par les bulletins d'information de la Télévision tchécoslovaque (qui dispose de correspondants à l'étranger), le citoyen tchécoslovaque peut suivre sans restriction aucune les émissions télévisées diffusées par l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande, la République fédérale d'Allemagne et l'URSS, quand les conditions techniques le permettent.

Article 20

171. La propagande en faveur de la guerre est interdite en Tchécoslovaquie par la loi No 165/1950 (Recueil des lois) sur la défense de la paix, qui stipule que quiconque tente de troubler les relations pacifiques entre les peuples en se livrant à une forme quelconque d'instigation à la guerre, ou de propagande belliqueuse ou en soutenant de toute autre manière la propagande de guerre commet un crime contre la paix.

172. Le génocide est un crime en vertu de l'article 259 du Code pénal, qui reprend les termes de l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948.

173. En vertu des articles 260 et 261 du Code pénal, est punissable par la loi toute propagande ou manifestation publique de sympathie en faveur du fascisme ou de tout autre mouvement similaire ayant pour objectif la suppression des droits et libertés des travailleurs ou l'encouragement à la haine nationale, raciale ou religieuse.

174. L'article 198 du Code pénal prévoit la protection collective contre l'instigation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Est passible d'une peine toute personne qui diffame, publiquement et d'une manière scandaleuse, un peuple ou sa langue, ou une race ou un groupe d'habitants de la République parce qu'ils soutiennent le régime socialiste et l'Etat, ou à cause de leur religion ou du fait qu'ils sont sans religion. Le paragraphe 2 de l'article 196 du Code pénal protège les particuliers contre pareilles attaques.

175. Les attaques moins graves relèvent de la loi No 150/1969 (Recueil des lois) sur les délits de droit pénal de moindre importance ou, en tant qu'infractions, de la loi No 60/1961 (Recueil des lois) sur les devoirs des comités nationaux chargés de maintenir l'ordre socialiste.

176. Les délits susmentionnés sont rares en Tchécoslovaquie.

Article 21

177. Le droit de réunion est reconnu par l'article 28 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque qui garantit, en accord avec les intérêts des travailleurs, la liberté de réunion et la liberté d'organiser des défilés et manifestations sur la voie publique.

178. Les conditions d'exercice du droit de réunion sont spécifiées par la loi No 68/1951 (Recueil des lois) sur les organisations volontaires et les réunions, dont l'article 6 stipule que l'exercice du droit de réunion ne doit pas compromettre le régime socialiste, la paix et l'ordre public.

179. Le décret No 320/1951 (Journal officiel) dispose que les manifestations peuvent être organisées sur la voie publique à condition que le Comité national de district soit informé une semaine à l'avance de la date et du programme de ces manifestations. Il n'est toutefois pas nécessaire de signaler les manifestations religieuses telles que les pèlerinages, les processions et autres assemblées si elles servent à l'expression des croyances religieuses et se déroulent de façon habituelle.

180. Dans le cadre de la décentralisation des attributions des comités nationaux, le droit d'être informé de l'organisation d'une manifestation sur le territoire municipal appartient désormais aux comités nationaux municipaux de première et deuxième catégories et non plus aux comités nationaux de district [loi No 137/1982 (Recueil des lois) du Conseil national tchèque et loi No 139/1982 (Recueil des lois) du Conseil national slovaque, amendant la loi sur les comités nationaux et modifiant le mandat des comités nationaux municipaux dans certains domaines de l'administration publique].

Article 22

181. Aucune modification importante n'a été apportée à la réglementation pertinente depuis le précédent rapport.

182. Le droit de fonder des organisations volontaires est prévu à l'article 5 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque, à l'article premier de la loi No 68/1951 (Recueil des lois) sur les organisations volontaires et les réunions et à l'article premier du décret No 320/1951 paru au Journal officiel.

183. Les objectifs d'une organisation volontaire et les moyens de les atteindre sont stipulés dans les statuts de cette organisation, qui doivent indiquer le nom de l'organisation, l'adresse de son siège, son domaine d'activité et sa structure interne. Une organisation ne peut être créée tant que ses statuts n'ont pas été approuvés.

184. Les statuts sont approuvés par l'organe administratif dont les compétences territoriales correspondent au champ d'action de l'organisation en question. Pour les organisations couvrant l'ensemble de l'Etat, l'organe compétent est le Ministère fédéral de l'intérieur; pour les organisations exerçant leurs activités dans la République socialiste tchèque ou la République socialiste slovaque, ce sont les ministères de l'intérieur de l'une ou l'autre des deux républiques qui sont compétents. Les comités nationaux de région et de district sont compétents pour les organisations dont le champ d'action correspond à la région et au district. Les statuts des organisations volontaires dont le champ d'action ne dépasse pas les limites d'une ville sont approuvés par un comité national municipal de première catégorie [loi No 128/1970 (Recueil des lois) sur la détermination des compétences de la République socialiste tchécoslovaque en matière d'ordre et de sécurité intérieurs, lois du Conseil national tchèque No 146/1971 et 137/1982 (Recueil des lois) et lois du Conseil national slovaque No 159/1971 et 139/1982 (Recueil des lois) modifiant le mandat des comités nationaux dans certains domaines de l'administration publique].

185. Les organisations volontaires font partie du Front national de la République socialiste tchécoslovaque, du Front national de la République socialiste tchèque ou du Front national de la République socialiste slovaque, selon que le champ d'action de l'organisation couvre l'ensemble de l'Etat ou le territoire de l'une des deux républiques.

186. Le Front national de la République socialiste tchécoslovaque rassemble les organisations suivantes : Parti communiste de Tchécoslovaquie, Conseil central des syndicats, Union socialiste de la jeunesse, Union des femmes tchécoslovaques, Union des membres des coopératives agricoles de la République socialiste tchécoslovaque, Conseil central des coopératives, Association tchécoslovaque de culture physique, Union de l'amitié tchécoslovaco-soviétique, Union tchécoslovaque des combattants contre le fascisme, Union de la République socialiste tchécoslovaque pour la lutte contre les incendies, Croix-Rouge tchécoslovaque, Société tchécoslovaque pour la science et la technique, Académie socialiste de la République socialiste tchécoslovaque, Union tchécoslovaque des journalistes, Union des handicapés, Union des philatélistes tchécoslovaques, Union des pêcheurs tchécoslovaques. Le Front national des Républiques socialistes tchèque et slovaque rassemble les partis politiques et organes des organisations volontaires mentionnées ci-dessus dont le champ d'action couvre l'une ou l'autre des républiques ainsi que d'autres organisations qui exercent leurs activités dans l'une ou l'autre des républiques, en particulier des sociétés de loisirs.

Article 23

187. La protection de la famille par l'Etat est un des principes fondamentaux de la Constitution (art. 26) et du droit de la famille [art. 11 de la loi No 94/1963 (Recueil de lois) sur la famille]. L'Etat socialiste veille à ce que la famille constitue une base saine pour le développement de la jeunesse.

188. Les dispositions du droit tchécoslovaque relatif au mariage sont conformes au Pacte. La Constitution, la loi sur la famille et la loi sur l'état civil garantissent l'égalité de l'homme et de la femme au regard du mariage et interdisent toute discrimination fondée, par exemple, sur la nationalité, la race ou la religion.

189. Dans la société socialiste, le mariage repose sur le lien affectif solide unissant l'homme et la femme. Les deux époux sont égaux durant le mariage. Le droit tchécoslovaque pose le principe du mariage civil obligatoire. Le droit de se marier est un des droits naturels des citoyens. Le mariage n'est toutefois pas autorisé dans le cas de personnes déjà mariées légalement, quand il y a un lien de parenté directe entre les candidats au mariage ou si l'un d'entre eux est atteint de troubles mentaux qui peuvent entraîner une diminution de ses capacités juridiques et, enfin, dans le cas des mineurs (personnes de moins de 18 ans). A titre exceptionnel, et pour des motifs graves, le tribunal peut accorder une dispense à un mineur de moins de 18 ans (art. 13 de la loi sur la famille).

190. Le mariage repose sur l'engagement librement consenti que prennent l'homme et la femme, devant l'autorité civile compétente et en présence de deux témoins, de former une union solide, permanente et harmonieuse pour toute leur vie. Il importe peu, dès lors, que ce soit le mariage de deux citoyens de la République socialiste tchécoslovaque, de deux étrangers ou d'un étranger et d'un citoyen tchécoslovaque.

191. Les exigences du Pacte concernant l'égalité des droits des époux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution, sont garanties par la Constitution (article 27) et par la loi sur la famille (art. premier, par. 1, 8, 18 à 21, 23 à 29, etc.). Selon l'article 113 du Code de procédure civile, on doit obligatoirement prendre en compte, dans les instances de divorce, de la relation que les époux entretiendront après le divorce avec les enfants mineurs issus de leur mariage. Selon l'article 24, le tribunal qui examine une affaire de divorce doit considérer en définitive l'intérêt des enfants mineurs.

192. L'évolution du taux de divorce reste peu favorable. En 1987, 121 000 nouveaux mariages ont été contractés, mais 41 000 ont été dissous. Pour renverser cette tendance négative, et protéger la famille contre les facteurs qui nuisent à sa stabilité, de nouvelles mesures sociales sont en cours de préparation.

193. Au titre de l'assistance sociale aux familles avec enfants, 23,6 milliards de couronnes tchécoslovaques ont été versées en 1987.

194. Un montant total de 16,3 milliards de couronnes tchécoslovaques a été versé au titre des allocations familiales. Le plafond du prêt aux jeunes mariés subventionné par l'Etat est passé de 30 000 à 50 000 couronnes [décret No 44/1987 du Gouvernement tchécoslovaque (Recueil des lois) sur la modification des conditions d'octroi d'un prêt subventionné par l'Etat aux jeunes mariés].

Article 24

195. [1] Le droit tchécoslovaque a éliminé toute discrimination à l'égard des enfants basée sur leur naissance (enfants nés de parents mariés ou nés hors mariage). La Constitution tchécoslovaque et la loi sur la famille ne mentionnent que les parents et leurs enfants, les parents ayant des droits et des responsabilités et étant l'un et l'autre responsables devant la société de l'éducation de leurs enfants. La loi sur la famille dispose que les parents sont responsables devant la société du développement de toutes les capacités intellectuelles et physiques de leurs enfants et de leur bonne éducation, dans le but de renforcer l'unité des intérêts de la famille et de la société (art. IV). Selon la Constitution, la société assure à tous les enfants et à la jeunesse toutes les possibilités d'un développement physique et intellectuel complet (article 26). La protection de la famille et de la jeunesse est prévue aux articles 210 à 218 du Code pénal.

196. [2] Toute naissance doit être enregistrée. La méthode d'enregistrement des naissances est fixée par la loi No 268/1949 (Recueil des lois) sur les registres d'état civil et par le décret du Ministère fédéral de l'intérieur No 22/1977 (Recueil des lois). Ce décret indique clairement qui est tenu de déclarer la naissance d'un enfant à l'officier d'état civil (art. 37).

197. Ce sont les parents qui, par accord mutuel, décident du prénom et du nom de l'enfant. En cas de désaccord des parents sur le prénom ou le nom de l'enfant ou si les deux parents sont inconnus, c'est l'officier d'état civil qui demande au tribunal de décider du prénom ou du nom de l'enfant. Les modalités à suivre pour donner un nom à l'enfant sont stipulées aux articles 38 à 40 de la loi sur la famille.

198. [3] Le droit à la citoyenneté tchécoslovaque est garanti [loi No 206/1968 (Recueil des lois) et loi No 39/1969 (Recueil des lois)] à tout enfant qui, à sa naissance, a au moins un parent de citoyenneté tchécoslovaque, que l'enfant soit né sur le territoire tchécoslovaque ou non. Etant donné les conflits qui peuvent surgir quant au statut des enfants dont un des parents n'a pas la citoyenneté tchécoslovaque, la République socialiste tchécoslovaque conclut des conventions sur la double citoyenneté en vue de prévenir pareilles situations et de renforcer le statut juridique des enfants. Depuis la soumission du deuxième rapport périodique, la République socialiste tchécoslovaque a conclu un accord sur la double citoyenneté avec la République populaire mongole [No 96/1988 (Recueil des lois)]. Cet accord a été établi sur le modèle d'accords similaires que la République socialiste tchécoslovaque avait précédemment conclus avec la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande et l'URSS. Ces accords garantissent le droit des parents de choisir une seule citoyenneté pour l'enfant.

Article 25

199. L'Etat tchécoslovaque a pour politique constante de renforcer la démocratie socialiste et d'associer davantage les travailleurs aux affaires publiques. Il accorde une attention particulière au renforcement du statut du travailleur, qui est maître dans son propre pays. C'est là la substance même de la démocratie socialiste; elle trouve sa source dans l'humanisme profond de notre Etat, qui crée les conditions nécessaires au bon fonctionnement des organes et organisations appartenant au Front national (le Front national de la République socialiste tchécoslovaque regroupe 18 organisations).

200. Par leur composition sociale, politique et nationale, les corps représentatifs des Républiques socialistes tchécoslovaque, tchèque et slovaque expriment pleinement la souveraineté du peuple ainsi que celle des nations et nationalités.

201. Ces organes sont constitués d'ouvriers, de membres des coopératives agricoles et d'intellectuels, leur base sociale étant formée par l'alliance des ouvriers et des agriculteurs, à laquelle appartiennent la majorité des députés. De par leur composition politique ils jouent un rôle déterminant au sein du Parti communiste dans le système politique tchécoslovaque et représentent l'alliance politique des communistes, des membres des quatre partis politiques non communistes appartenant au Front national - le Parti socialiste tchécoslovaque, le Parti du peuple tchécoslovaque, le Parti de la renaissance slovaque et le Parti de la liberté - et des membres non organisés sur le plan politique des organisations du Front national, hommes et femmes, adultes et adolescents, croyants et non-croyants. Ces organes reflètent aussi la composition nationale de la République socialiste tchécoslovaque.

202. Du fait de sa structure et de sa variété, le système politique tchécoslovaque permet de répondre aux intérêts et besoins divers de la population et rend possible une participation sociale de tous les citoyens, quelles que soient leur affiliation politique, leur nationalité ou leur vision du monde. Tous peuvent ainsi participer à l'élaboration et à l'application des politiques dans tous les domaines. C'est là l'expression du pluralisme socialiste, qui se manifeste par une discussion démocratique élargie, où toute personne consciente de ses responsabilités peut se faire entendre, qu'elle approuve ce qui se fait ou qu'elle se livre à une critique constructive de certains défauts.

203. Dans les documents exposant les principes d'une accélération du développement socio-économique obtenue grâce à une restructuration du mécanisme économique et à un renforcement de la démocratie socialiste, il est réaffirmé que ce processus est l'affaire du peuple entier, de toutes les classes et groupes sociaux, nations et nationalités. Un principe bien établi veut que les postes de direction soient confiés aux personnes les plus qualifiées et les mieux formées, qu'elles appartiennent au Parti communiste, à d'autres partis politiques ou qu'elles ne soient membres d'aucun parti. C'est une tâche politique et sociale importante que de faire en sorte que les femmes et les jeunes gens doués soient mieux représentés aux postes de direction.

204. Les candidats à des postes de direction sont choisis selon des principes démocratiques qui garantissent les mêmes conditions d'accès à la fonction publique aux personnes les plus compétentes. L'évaluation se fait en tenant compte des informations et des points de vue des collectifs de travailleurs et des organisations du Front national; les candidats sont sélectionnés à partir d'un groupe plus nombreux; ils peuvent être recrutés par annonces ou offres d'emplois ou encore être élus. Après un examen approfondi des compétences des candidats à un poste de direction, on établit une courte liste par ordre de préférence de ceux qui paraissent le mieux à même d'occuper le poste en question.

205. A l'heure actuelle, les principes démocratiques sont renforcés dans tous les domaines de la vie sociale. Une certaine forme de démocratie directe se manifeste avec le débat national sur les projets de loi les plus importants, comme le projet de loi sur l'entreprise d'Etat, sur les coopératives agricoles, sur les coopératives de logements, de consommateurs et de producteurs et à propos de l'amendement au Code du travail. Certains textes déjà adoptés [loi No 88/2988 (Recueil des lois) sur l'entreprise d'Etat, loi No 90/1988 (Recueil des lois) sur les coopératives agricoles, loi No 94/1988 (Recueil des lois) sur les coopératives de logements, de consommateurs et de producteurs] énoncent les principes de l'autonomie des collectifs de travailleurs dans le but de renforcer le principe de la démocratie socialiste dans le processus de production.

206. On envisage aussi de modifier les textes réglementant les élections aux corps représentatifs à tous les niveaux et de faire en sorte qu'il y ait plus de candidats que de sièges.

Article 26

207. Les dispositions de l'article 26 du Pacte sont garanties dans le droit tchécoslovaque, en particulier par l'article 20 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque, qui stipule "tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs", tout en soulignant que l'égalité des citoyens est garantie sans distinction de nationalité ou de race. La Constitution garantit également l'égalité des hommes et des femmes dans la famille, le travail et les activités publiques; elle garantit les droits sociaux de tous les citoyens indépendamment de leur origine, le droit à la protection de la santé, aux soins et à la sécurité matérielle pendant la vieillesse et en cas d'incapacité de travail, le droit à l'éducation, etc. L'égalité des citoyens n'est pas seulement proclamée dans le droit mais effectivement assurée par le système social et économique tchécoslovaque.

De même, tout citoyen tchécoslovaque a le droit d'avoir recours à des corps représentatifs et à d'autres organes de l'Etat, notamment aux tribunaux. Les organes de l'Etat sont tenus d'étudier toutes les réclamations sérieusement et dans les meilleurs délais.

208. La Loi constitutionnelle No 144/1968 (Recueil des lois) sur le statut des nationalités en République socialiste tchécoslovaque stipule explicitement (par. 2 de l'article 4) qu'aucun citoyen ne peut être victime d'une discrimination dans la vie politique, économique et sociale en raison de son origine nationale.

209. En 1986, lors des élections aux corps représentatifs, ont été élus aux comités nationaux 8 115 députés de nationalité hongroise, 1 756 de nationalité ukrainienne, 481 de nationalité allemande et 433 de nationalité polonaise. La représentation des citoyens de nationalité hongroise, ukrainienne, allemande et polonaise à l'Assemblée fédérale et aux Conseils nationaux tchèque et slovaque correspond au nombre de citoyens de ces nationalités par rapport au nombre d'habitants dans les Républiques tchécoslovaque, tchèque et slovaque.

Article 27

210. Le statut des nationalités en République socialiste tchécoslovaque est régi par la Loi constitutionnelle No 144 du 27 octobre 1968. La République socialiste tchécoslovaque "assure, dans l'esprit de la démocratie socialiste et de l'internationalisme, aux nationalités hongroise, allemande, polonaise et ukrainienne les possibilités et les moyens d'un développement multilatéral" (art. premier). Les diverses nationalités sont représentées proportionnellement à leur nombre dans les corps représentatifs et dans les autres organes élus (art. 2). Les droits ci-après sont garantis aux citoyens des nationalités susmentionnées aux conditions édictées par la loi :

- a) Droit à l'enseignement dans leur propre langue;
- b) Droit à un développement culturel complet;
- c) Droit d'utiliser leur langue pour les communications officielles dans les régions habitées par leur nationalité;
- d) Droit de constituer des organisations culturelles et sociales de leur nationalité;
- e) Droit à leur propre presse et à une information dans leur propre langue (art. 3).

211. La loi interdit toute forme de pression tendant à pousser quelqu'un à renoncer à sa nationalité (par. 3 de l'article 4).

212. La majorité des enfants de nationalité hongroise et polonaise et environ la moitié des enfants de nationalité ukrainienne fréquentent des écoles primaires où l'enseignement est donné dans leurs langues respectives. Pour l'année scolaire 1985-1986, 50 178 élèves étaient inscrits dans les écoles de langue hongroise, 3 710 dans les écoles de langue polonaise et 1 800 dans des écoles de langue ukrainienne.

213. La grande dispersion de la population allemande et le fait qu'elle est essentiellement composée de personnes âgées ne justifient pas la création d'écoles primaires de langue allemande. Il y a toutefois des cours spéciaux en allemand qui, au cours de l'année scolaire 1985-1986, ont été fréquentés par 338 élèves de nationalité allemande.

214. Les citoyens de nationalité hongroise sont regroupés dans l'Association culturelle des travailleurs hongrois de Tchécoslovaquie, qui compte plus de 81 000 membres. L'association fait partie du Fonds national slovaque. Les citoyens de nationalité ukrainienne ont formé l'Union culturelle des travailleurs ukrainiens de Tchécoslovaquie, qui rassemble environ 11 000 personnes.

215. L'Union polonaise pour les activités culturelles et éducatives et l'Association culturelle des citoyens tchécoslovaques de nationalité allemande font partie du Front national tchèque.

216. Il existe aussi deux théâtres permanents : le Théâtre régional hongrois de Komarno et le Théâtre national ukrainien de Prešov. La République socialiste tchécoslovaque compte nombre de groupes folkloriques hongrois, ukrainiens et polonais; des festivals folkloriques et des journées des cultures nationales sont organisés.

217. L'Union des écrivains slovaques comporte une section de littérature hongroise et une section de littérature ukrainienne.

218. L'article 3 de la loi No 144/1968 (Recueil des lois) garantit le droit des nationalités à leur propre presse et à une information dans leur propre langue.

219. Conformément à ce qui précède, 32 publications paraissent en Tchécoslovaquie dans des langues autres que le tchèque et le slovaque; elles sont centrées non seulement sur les informations politiques mais aussi sur les problèmes de la jeunesse, des femmes, les questions syndicales, agricoles, culturelles, scolaires et religieuses. Le tirage total de ces publications s'élève à 480 000 exemplaires.

220. Les citoyens de nationalité hongroise ont le choix entre 20 publications, ceux de nationalité ukrainienne entre 65 publications, ceux de la minorité polonaise entre 5 publications, et la minorité allemande dispose d'une publication.

221. La Radio tchécoslovaque diffuse des émissions d'information destinées aux minorités de Tchécoslovaquie pendant 51 heures par semaine (5 heures en République socialiste tchèque et 46 heures en République socialiste slovaque).

222. La Télévision tchécoslovaque diffuse des émissions en langue hongroise pendant 1 heure et demie par semaine.

223. Au 31 décembre 1987, la population de la République socialiste tchécoslovaque s'élevait à 15 589 000 habitants. Selon les dernières données publiées (situation au 31 décembre 1985) on comptait sur le territoire de la Tchécoslovaquie :

9 804 000 Tchèques

4 804 000 Slovaques

47 000 Ukrainiens

8 000 Russes

71 000 Polonais

588 000 Hongrois

58 000 Allemands

51 000 personnes d'autres nationalités ou de nationalité non déclarée.